



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° 130/2022/DREAL/UD88 du 16 FEV. 2022
mettant en demeure la société VISKASE
située sur la commune de THAON-LES-VOSGES (88150)
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 et R. 515-72 ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Yves SEGUY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1199/2009 autorisant la société VISKASE à augmenter la capacité de production de son usine de fabrication de boyaux cellulodiques située sur le territoire de la commune de Thaon-les-Vosges ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 08 décembre 2021 ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à la société VISKASE en date du 08 décembre 2022 ;
- Vu le courrier réponse de la société VISKASE en date du 23 décembre 2021 ;
- Considérant que la société VISKASE a émis des remarques au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 08 décembre 2021 ;
- Considérant que le non-respect de la valeur limite d'émission en Sulfate dans les rejets aqueux est susceptible d'impacter les eaux superficielles (la Moselle) ;
- Considérant que les délais imposés sont cohérents au regard des demandes prescrites ;
- Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1er - La société VISKASE située sur la commune de THAON-LES-VOSGES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1199/2009 du 25 juin 2009 modifié **sous un délai de 9 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Afin de justifier de l'avancement des travaux de mise en conformité, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, sous un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'action et un échéancier des dispositions à mettre en œuvre afin de respecter la valeur limite d'émission sur le paramètre « Sulfates ».

Article 2 - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Le secrétaire général de la Préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à société VISKASE et dont copie sera adressée pour information au maire de THAON-LES-VOSGES. De plus, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Épinal, le

16 FEV. 2022

Le Préfet,



Yves SEGUY

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.